

28 septembre 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit septembre, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Saint-Fulgent – Les Essarts, dûment convoqué le 22 septembre 2023, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jacky DALLEY, Président.

Date d'affichage de la convocation : 22 septembre 2023

Présents : **Bazoges-en-Pailers :** Jean-François YOU – **Les Brouzils :** Jacqueline BLAIN, Pascal CAILLE, Emilie DUPREY – **Chauché :** Myriam BARON, Alain BONNAUD, Christian MERLET – **Chavagnes-en-Pailers :** Xavier BILLAUD, Annie MICHAUD – **Essarts en Bocage :** Arnaud BABIN, Fabienne BARBARIT, Caroline BARRETEAU, Nathalie BODET, Pierrette GILBERT – **La Copechagnière :** Annie NICOLLEAU – **La Merlatière :** Philippe BELY – **La Rabatelière :** Florian MERIEAU *suppléant* – **Saint-André-Goule-d'Oie :** Jacky DALLEY, Catherine SOULARD – **Saint-Fulgent :** Marylène DRAPEAU, Hugo FRANCOIS, Jean-Luc GAUTRON, Sophie MANDIN.

Excusés : **La Rabatelière :** Jérôme CARVALHO – **Chavagnes-en-Pailers :** Eric SALAÜN pouvoir à Jacky DALLEY jusqu'à son arrivée, Stéphanie VALIN pouvoir à Annie MICHAUD – **Essarts en Bocage :** Emmanuel LOUINEAU pouvoir à Yannick MANDIN, Yannick MANDIN, Nicolas PINEAU pouvoir à Fabienne BARBARIT, Cathy PIVETEAU-CANLORBE pouvoir à Caroline BARRETEAU, Freddy RIFFAUD pouvoir à Nathalie BODET

Secrétaire de séance : Jean-François YOU

En exercice : 30
Présents : 23
Votants : 28
Quorum : 16

N° 232-23 – Délégation partielle du droit de préemption urbain sur un secteur d'intervention de l'EPF de la Vendée, commune de Chauché

Considérant que la commune de Chauché a sollicité l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de la Vendée pour une convention d'étude en vue de réaliser un projet de renouvellement urbain sur le site de l'ancienne activité Soufflet.

Considérant que pour faciliter l'intervention de l'EPF de la Vendée sur cet ilot, il convient de déléguer en partie le droit de préemption urbain à l'EPF sur le secteur visé par la convention.

Considérant que le Conseil communautaire a décidé de retirer préalablement la délégation attribuée à la commune de Chauché en matière de droit de préemption urbain, pour les parcelles visées par la convention signée avec l'EPF de la Vendée.

Considérant que les parcelles concernées sont précisées dans le tableau ci-dessous :

Commune	Ilot	Section	n°
Chauché	Site Soufflet	AB	4, 5, 6

Considérant que cette délégation prendra fin à l'échéance de la convention précitée et de ses avenants éventuels.

Considérant que pour permettre à l'Etablissement Public Foncier de Vendée de la Vendée d'exercer effectivement ce droit de préemption, les déclarations d'intention d'aliéner concernées seront transmises par les services de la Collectivité à l'Etablissement Public Foncier de la Vendée dans les meilleurs délais afin de permettre leur instruction dans de bonnes conditions.

Vu le code de l'urbanisme et notamment,

- l'article L. 211-1 relatif à l'instauration du droit de préemption urbain,
- l'article L. 211-2 relatif aux compétences intercommunales en matière de droit de préemption urbain,
- l'article L. 213-3 relatif à la délégation du droit de préemption urbain,
- l'article L. 321-4 relatif aux Etablissements Publics Fonciers qui ont vocation à exercer le droit de préemption sur délégation des collectivités

Vu la délibération n°320-19 du Conseil communautaire, du 19 décembre 2019, instaurant le droit de préemption urbain et sa délégation aux communes dans les zones U, UI, 1AU, 1AUI et 2AU du PLUiH,

Vu la délibération n°2023/04 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier de la Vendée en date du 09 mars 2023, approuvant la convention d'étude,

Vu la convention d'étude signée le 27 juin 2023 entre la commune de Chauché, la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent-Les-Essarts et l'Etablissement Public Foncier de la Vendée,

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De déléguer en partie à l'Etablissement Public Foncier de la Vendée, le droit de préemption urbain sur les parcelles visées par la convention tel qu'exposé dans le tableau ci-dessus, pendant toute la durée d'effet de ladite convention et de ses avenants éventuels, conformément à la présente délibération et dans le respect des clauses de la convention,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer toute pièce nécessaire à cette mise en œuvre.**



Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme, le 4 octobre 2023

Le Président,
Jacky DALLET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.